

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Un-train-d-annonces-pour-commencer>

Argentine : Un train d'annonces pour commencer

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le ministre de l'Économie a confirmé que le jour de l'investiture des annonces économiques seront faites. Sont à l'étude un plan de travaux publics, une améliorations du pouvoir d'achat à travers une diminution de la TVA sur des biens de première nécessité et même une hausse du salaire minimal. Sous la pression du FMI, la question des exécutions hypothécaires de logements, prorogées par le Congrès National est à l'étude.

Nous continuons à travailler et le jour de l'investiture nous ferons des annonces concernant des mesures économiques", a expliqué hier Robert Lavagna après une réunion avec Néstor Kirchner, son futur chef. Toutefois, le ministre d'Économie de l'actuel et du prochain gouvernement a abordé avec le président élu un projet de mesures, et le calendrier qu'ils devraient suivre.

Le paquet de mesures est composé de deux parties. Tout d'abord, concernant la population, est prévu pour le jour de l'investiture : des travaux publics, une amélioration du pouvoir d'achat des secteurs les plus pauvres, la poursuite des plans chefs de famille, la stimulation du crédit, voire une éventuelle hausse du salaire minimal. La seconde partie du paquet, qui doit satisfaire quelques conditions de l'accord avec le FMI, arriverait ensuite.

La question des exécutions hypothécaires "est un des sujets auxquels j'ai travaillé en profondeur ce matin avec le ministre de l'Économie", a expliqué Kirchner à Mirtha Legrand, tandis qu'ils déjeunaient. "C'est un sujet angoissant, je ne vais pas faire de la démagogie de bas étage, je travaille sérieusement le sujet", a-t-il ajouté.

Que faire avec la nouvelle prorogation pour 90 jours de la suspension des exécutions hypothécaires qu'a approuvée le Congrès, c'est un des sujets les plus épineux de l'agenda de Kirchner-Lavagna en ce moment. D'une part, le Fonds Monétaire, comme l'a personnellement transmis au ministre, la mission qui a été jusqu'à lundi dernier à Buenos Aires, estime "inadmissible" que pour la troisième fois consécutive on proroge les exécutions. D'autre part, le président élu connaît la sensibilité politique de la question, spécialement pour les secteurs les plus combattifs de la classe moyenne. C'est pourquoi, en principe, le gouvernement chercherait un nouvel accord avec les banquiers pour maintenir la suspension des exécutions pour les cas de crédits pour « logement unique », mais non par une loi mais par un accord volontaire avec les organismes financiers. "Les crédits pour « logement unique » ne sont pas trop significatifs dans l'ensemble, donc ils peuvent restés exclus des exécutions pour trois mois ", a expliqué un fonctionnaire de l'équipe économique à notre journal.

Lavagna a précisé que, comme Kirchner voyageait hier après-midi vers Santa Cruz, ils continueraient lundi à travailler sur le train de mesures économiques qu'annoncerait la nouvelle administration. Toutefois, Página 12 a eu accès au menu de mesures qui ont été préparées pour que Kirchner choisisse. Elles sont les suivantes :

[-] Un mega plan de travaux publics, financés par des prêts d'organismes internationaux (Banque Mondiale et BID) actuellement en cours - mais dispersés dans différents secteurs de l'administration publique - et par des ressources budgétaires, qui naîtraient de la redéfinition des objectifs fiscaux avec le FMI. En outre, il y a des fonds spécifiques pour travaux qui, étant donné la lenteur des appels d'offres, ne sont pas utilisés. Par exemple, cette année le Fonds Hydrique -5 centimes par litre d'essence super et d'5 autres centimes par mètre cube de GNC - représentera cette année 300 millions de pesos. En revanche, le nombre de projets assignés porte sur une valeur très inférieure. Il s'ensuit qu'une partie majeure du plan d'infrastructures portera sur les travaux de protection contre des inondations et de récupération des zones inondées. Kirchner pense recréer un Ministère de l'Infrastructure pour qu'il s'en occupe.

Le changement dans les normes du portefeuille des AFJP pour encourager le financement de projets productifs

d'investissement.

Crédits pour l'exportation de la BICE (Banque Investissement et Commerce Extérieur) et pour les Pme de la Banco Nacion.

Du côté des recettes, on maintiendrait les plans chefs de famille et une augmentation salariale de 200 pesos.

Dans l'équipe de Lavagna, on estime que l'échange de quasi monnaies provinciales contre des pesos contribuera aussi à recomposer le pouvoir d'achat des salariés du secteur public dans le pays, spécialement dans les provinces où circulent des bons très dévalués.

Mais dans l'environnement de Kirchner, on parle aussi de la possibilité d'augmenter le salaire minimal actuel de 200 pesos à 350 pesos. Ainsi, on forcerait l'ouverture des conventions collectives de travail et ce qui permettrait de générer des accroissements de salaires indépendants des décrets du gouvernement. Toutefois, la proposition de Carlos Prise, candidat au Ministère du Travail, n'a pas encore été discutée avec Lavagna. Du côté de l'Économie, par contre, on préférerait rendre « rémunérant » les 200 pesos qui sont aujourd'hui accrochés du salaire.

Une autre mesure à l'étude est la diminution de la TVA de 21 à 10.5 % pour le panier des biens alimentaires de base. Il s'agirait de baisser un ensemble de produits essentiels - lait, pain, viande, poulet, porc, poisson, biscuits salés, sucreries, biscuits sucrés non fourrés, légumes secs - qui représentent 80 % du coût du panier des plus pauvres. Le second paquet de mesures ne serait pas annoncé à court terme, du moins pas pendant les deux premières semaines du gouvernement. Et il inclurait les sujets que Lavagna a relégué sous le tapis et dont le Fonds Monétaire exige qu'ils soient dépoussiérés avant. Parmi eux, on trouve :

Une loi qui accorde au Pouvoir Exécutif la pleine faculté de fixer les tarifs des services publics. On insisterait sur l'ajustement échelonné de tarifs, avec deux augmentations de 10 % en moyenne chacune. Comme les décrets de l'an passé, que la Justice a bloqué, le programme d'augmentations introduirait un "tarif social" pour les secteurs pauvres. Dans l'équipe de Lavagna, certains proposent un accroissement immédiat de tarifs pour les entreprises industrielles et agricoles, principaux bénéficiaires de la dévaluation, de façon à alléger les pressions du Fonds et à alléger la charge de l'ajustement des tarifs à venir sur le reste de la société.

La modification de l'impôt sur le gasoil, en le transformant sous la forme d'un pourcentage du prix, pour augmenter sa collecte.

Un projet de loi pour organiser les compensations dues aux banques pour la pesificación asymétrique.

Le début formel de la renégociation de la dette avec les créanciers étrangers.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi